



Rennes, le 20 juin 2023

Projet d'usine Bridor, ni ici ni ailleurs

Le collectif Alliance Écologique et Sociale (anciennement « Plus Jamais ça ») de Rennes, qui s'est mobilisé contre le projet Bridor à Liffré, prend acte de la décision et du retrait du groupe Le Duff.

Nous saluons une décision qui va dans le bon sens, non seulement pour des questions écologiques de préservation de la ressource en eau, de sauvegarde des sols et de la biodiversité, et de réduction des émissions de gaz à effet de serre ; mais aussi une décision qui devrait contribuer à l'émergence d'emplois de meilleure qualité et stimuler l'implantation d'activités économiques plus soutenables et utiles à tous·tes.

Notre collectif rappelle que emploi et environnement ne s'opposent pas – comme le démontrait très clairement le rapport [Pas d'emploi sur une planète morte](#) - et que le potentiel de création d'emplois qui serait généré par une bifurcation écologique de l'économie serait bien supérieur à celui du modèle actuel, pourtant soutenu massivement par les pouvoirs publics¹.

De plus, au-delà de savoir s'il est opportun ou non de réindustrialiser la France, il conviendrait de s'interroger d'abord sur l'utilité de telle ou telle production pour la société et pour la planète. En effet, à quoi sert de transformer ici des produits non locaux pour les exporter à l'autre bout du monde si ce n'est à générer des transports de marchandises coûteux et polluants ? Et à quoi sert de détruire des emplois artisanaux partout dans le monde pour les remplacer par des emplois industriels déqualifiés, précaires et délocalisés ici ou ailleurs ? Rappelons aussi au passage que la demande locale pour les emplois annoncés par Bridor n'a jamais existé à Liffré !

De fait, de l'émergence du projet à l'instruction des autorisations administratives – en passant par les enquêtes publiques, cette question fondamentale de l'opportunité de cette installation n'aura jamais été débattue avec la population locale, pourtant première impactée par les dégâts écologiques, économiques et sociaux extrêmement importants qui auraient résulté de la réalisation de ce projet. Quant aux élu·es qui auraient dû initier et conduire ces débats², iels les ont pour leur majorité refusés ou contournés, cédant au chantage à l'emploi de Le Duff et prenant parti sans réserve pour le projet, et ce avant toute communication publique.

Dans ce processus, c'est une nouvelle fois la question des limites de la démocratie représentative qui est posée : la décision publique ne peut plus ignorer l'intérêt général. C'est pourquoi nous appelons au déploiement sur le terrain d'une réelle démocratie participative, permettant de délibérer collectivement, et au niveau des bassins de vie et d'emploi, de l'aménagement du territoire, du bon usage des ressources, du développement d'activités souhaitables, sans que ces choix soient confisqués par des intérêts financiers à court terme.

À côté des organisations politiques et des organisations syndicales, la société civile représentée par la diversité de ses associations et collectifs permet de faire entendre une autre voix, celle des citoyen·nes. À travers cette victoire, force est de constater qu'elle contribue activement au maintien de la démocratie, même quand le pouvoir de l'argent souhaiterait s'en passer. Parions sur une égale mobilisation, si ce projet ré-émerge ailleurs !

A Liffré, nous resterons vigilants à la vocation qui sera désormais donnée au site de Sévailles 2, dont l'artificialisation serait dans tous les cas dommageable. En Ile-et-Vilaine comme partout, l'urbanisation galopante des dernières décennies a fait perdre d'importantes surfaces à l'agriculture comme à la biodiversité. Désormais, il s'agit de faire avec les enveloppes déjà urbanisées et d'optimiser leur usage et leur capacité d'accueil.

1 60 millions d'emplois peuvent être créés par la transition écologique (rapport 2018 de l'OIT)

2 bien qu'ils s'engagent dans des exercices de planification au regard du climat (via les PCAET et SRADDET notamment)

L'**Alliance Écologique et Sociale** (initialement appelée 'Plus jamais Ça') est né en janvier 2020 de la volonté de syndicats et d'associations environnementales de changer les termes du débat et de défendre une vision profondément sociale et environnementale de notre société. Convaincu·es de la fausse opposition entre la préservation de la planète et la création d'emplois, entre la fin du mois et la fin du monde, nous avons décidé de porter ensemble des propositions fortes de rupture avec le système capitaliste défaillant. Nos combats sont basés sur des actions concrètes, collectives et ancrées dans la réalité des luttes. Ils apportent une réponse aux crises que notre société traverse, qu'elles soient sociétales, environnementales, économiques ou sanitaires. Plus d'informations sur le [site internet](#), et dans le [rapport « Pas d'emplois sur une planète morte »](#)

A Rennes, le collectif 'Alliance Écologique et Sociale réunit syndicats et associations locales, notamment **Alternatiba, Attac Rennes, CIP, FSU 35, Oxfam, Solidaires 35, et Youth For Climate**, travaillant à l'échelon local un système socio-économique plus social, écologique, féministe et antiraciste, en rupture avec les politiques menées jusqu'à présent.